DIAL 2900

VENEZUELA - Entretien avec le vice-président José Vicente Rangel

Héctor José Arenas Amorocho

vendredi 1er décembre 2006, mis en ligne par Dial

L'automne 2006 a été marqué par une forte visibilité du Venezuela au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU), avec d'abord le retentissant discours du président Hugo Chávez devant l'assemblée générale, mercredi 20 septembre, puis les discussions et les votes successifs pour élire un pays représentant l'Amérique latine et les Caraïbes au Conseil de sécurité (siège non permanent). Après plusieurs semaines de votes sans majorité des deux-tiers pour l'un ou l'autre des deux candidats en lice, le Guatemala et le Venezuela ont laissé place à un candidat unique, le Panama, finalement élu mardi 7 novembre. Le 3 décembre auront lieu les élections présidentielles. Dans ce contexte, il nous a paru intéressant publier cet entretien, réalisé par Héctor José Arenas Amorocho et paru sur le site d'information Rebelión, le 3 octobre 2006. L'entretien présente la vision d'un membre éminent du gouvernement actuel sur une série de thèmes, des relations internationales à l'insécurité.

Quel est l'état des relations avec les États-Unis ?

Elles ne peuvent pas être plus tendues. Nous sommes à la limite de l'explosion. Le secteur de la politique nord-américaine représenté par la mafia qui gouverne les États-Unis, a le Venezuela en ligne de mire, pour des raisons pétrolières, pour des raisons de stratégie politique et de géopolitique, mais aussi du fait de l'insolence caractéristique de l'impérialisme. Comme ils ne peuvent pas nous bombarder, ils ont recours à des pratiques de déstabilisation et à des provocations en tous genres. Tant qu'ils ne nous respecteront pas, nous leur répondrons sur tous les terrains. Le Président l'a déjà dit, s'ils nous attaquent ou s'ils nous agressent, nous leur couperons l'accès au pétrole vénézuélien. Nous avons un marché prêt à acheter le million et demi de barils que nous leur fournissons. Nous sommes prêts à faire face à toute éventualité, sur le terrain de l'idéologie, de la politique, de la dialectique, de l'économie ou de la culture.

Comment progresse le système d'alliances du Venezuela, avec l'Iran par exemple ?

Nous n'avons pas d'alliance avec l'Iran. Nous entretenons une relation importante, de même qu'avec d'autres pays, comme la Chine, par exemple, ou l'Inde, la Malaisie et l'Indonésie. Avec le gouvernement de Chávez, nous sommes en train de découvrir la politique internationale. Auparavant, les seules références du Venezuela en termes de politique étrangère étaient les États-Unis et la Colombie. Nous ne sommes pas en train de créer une alliance satanique contre les États-Unis. Mais je crois que ce qui s'est passé il y a quelques jours à La Havane, lors de la Conférence des pays non-alignés, qui a rassemblé cent huit pays échafaudant une politique contre l'Empire, est un bon exemple. Ce sont des signes, et s'il y avait des gens intelligents aux États-Unis au lieu de cette breloque idéologique, ce seraient des signes importants. Qu'est-ce qui se passe dans le monde ? Ce n'est pas Chávez ! Ce sont des processus de changement qui se mettent en route, en Amérique latine par exemple. Comment se fait-il que la Chine, si lointaine, se rende compte de l'importance de l'Amérique latine, alors que les États-Unis ne s'en rendent même pas compte ?

Qu'en est-il du veto des États-Unis à la vente de navires et d'avions espagnols au Venezuela ?

Le gouvernement américain pense que, si l'on ne vend pas à un pays, ce pays ne peut plus acheter nulle part. C'est le contraire qui se produit, l'offre mondiale est fabuleuse. On construit partout des avions, des bateaux, des réfrigérateurs, des ordinateurs… Les États-Unis ne se rendent pas compte que le monde a complètement changé. Ils restent ancrés dans une vision impérialiste selon laquelle tout doit passer par les rails de l'Empire. Ce n'est pas une critique, mais il me semble anormal qu'un chef d'État – en l'occurrence le chef d'État espagnol, mais c'est également valable pour n'importe quel pays, comme le Brésil par exemple – voie sa souveraineté ainsi limitée par ce que l'Empire impose. On ne lui permet pas de vendre certains équipements, même s'il est possible de les acheter ailleurs.

Qu'allez-vous faire des propriétés des Espagnols qui ont été expropriées au Venezuela ?

Terres non travaillées, terres expropriées, c'est ce que dit la loi. Le processus de réforme agraire, établi dans la Loi sur les terres, ne fait pas de différence de superficie : si vous possédez 20 000 ou 50 000 hectares et que vous produisez sur ces terres, il n'y a aucun problème, mais vous avez 4 000 ou 5 000 hectares improductifs, vous êtes exproprié. Et ce, que vous soyez espagnol, turc, martien ou quoi que ce soit, en échange d'une indemnisation bien entendu.

Et quelles sont vos relations actuelles avec l'Espagne ?

Pour le moment, elles sont excellentes. Non pas parce que Zapatero [1] nous soutient, mais parce qu'il a adopté une position décente et intelligente. L'idée d'envoyer un observateur à la Conférence des pays non-alignés à la Havane est un geste extraordinaire, un signe de reconnaissance de ce que signifient et représentent dans le monde ces 108 pays. Nous entretenons une relation sans préjugés. De plus, construire une relation transparente, comme celle que nous entretenons en ce moment, d'intense activité économique et commerciale, avec d'importants investissements, me semble un bel accomplissement. Je crois que notre relation est à son apogée.

De plus, nous pouvons constater des différences entre nos relations avec Aznar [2] et avec Zapatero. La mission d'Aznar était celle d'un conquistador, d'un colonisateur : nous pouvons nous mêler d'un coup d'État au Venezuela [3]. Zapatero, en revanche, est un homme différent.

En ce qui concerne les entreprises espagnoles, nous n'avons aucun problème. Nous entretenons d'excellentes relations avec elles. Vous savez que le Venezuela percevait 1 % de royalties pétrolières. Aujourd'hui, nous touchons 33,33 %, ce qui veut dire que, ces deux dernières années, le Venezuela a touché 26 milliards de dollars à ce titre.

Bienvenue aux entreprises espagnoles, et pas seulement dans les domaines du gaz, du pétrole et du tourisme. Nous souhaitons multiplier les relations économiques et culturelles.

Quelles sont vos relations avec la Colombie ?

Certains pensent que nous idéologisons la politique, mais ce n'est pas le cas. Le Président colombien, Álvaro Uribe Vélez, est l'opposé idéologique de Chávez, et pourtant, c'est sous leurs mandats que se sont établies les meilleures relations entre le Venezuela et la Colombie, sur le plan commercial, économique et politique. Certes, nous avons eu des divergences, mais nous les avons résolues car il s'agit d'une relation civilisée, dans laquelle la question idéologique n'entre pas en jeu. Cependant, la Colombie ne votera pas en faveur de la candidature du Venezuela au Conseil de sécurité de l'ONU, et elle est devenue le point d'appui des États-Unis dans la région. De plus, la frontière colombienne est militarisée et de nombreux territoires sont sous influence paramilitaire.

Pourquoi n'approfondissez-vous pas la relation entre le Venezuela et la Colombie ?

La frontière entre les deux pays s'étend sur 2 216 kilomètres, c'est une frontière très agitée. Tout au long de cette frontière, le Venezuela dispose de 190 bases de protection et de 20 000 hommes. Pour nous, cette

frontière est importante et nous la défendons. Le Venezuela est conscient du problème de la frontière, il sait que c'est par cette frontière que passent le trafic de drogue, les criminels de droit commun, les paramilitaires. Mais nous n'allons pas en faire toute une histoire parce que nous entretenons une relation de compréhension avec le Président Uribe, qui est également victime de ces problèmes. Nous avons donc créé des mécanismes pour affronter ces problèmes. Les relations entre les deux armées sont exemplaires, il y a un échange permanent d'informations dans la lutte contre le trafic de drogue.

Nous allons au fond des problèmes, au lieu de les idéologiser et de les exagérer. Nous respectons la position politique et idéologique du Président Uribe, avec lequel nous n'avons aucun problème, tant qu'il ne se montre pas hostile au Venezuela, comme l'ont fait d'autres dirigeants d'Amérique latine.

Le Président Chávez respecte aussi la situation difficile du Président Uribe en Colombie, parce que, quoi qu'on en dise, nous n'avons rien à voir avec la guérilla colombienne ni avec la terreur. Nous luttons contre toutes les formes de violence parce que nous avons nous-mêmes été victimes de la violence. Ici, le coup d'État du 11 avril 2002 a été un acte de violence provoqué par les États-Unis et d'autres pays. De même, les actes de terrorisme qui ont eu lieu ici pendant plusieurs mois étaient des actes de violence provoqués par ces mêmes pays. Et la grève du secteur pétrolier fut aussi un acte de violence visant à renverser le gouvernement. C'est pourquoi nous sommes contre la violence et, en cela, nous nous identifions au Président Uribe qui combat aussi la violence.

En Espagne, la consommation de cocaïne chez les jeunes de 14 à 18 ans a augmenté de 400 % au cours des cinq dernières années. Elle s'est accrue aussi en Grande-Bretagne. 75 % des bénéfices exceptionnels produits par ce trafic reviennent aux États-Unis et à l'Union européenne. Il y a quelques jours, à Guiria, le Président Chávez a évoqué l'infiltration du trafic de drogues à la CIA [4] et à la DEA [5]. Comment percevez-vous ce phénomène ?

Je suis convaincu que le facteur déterminant du trafic de drogues est le secteur financier des États-Unis. C'est celui qui tire le plus de profits du trafic de drogue. Non seulement parce qu'il y a trente millions de consommateurs aux États-Unis, mais aussi du fait des réseaux de distribution qui existent. Pour nous, cela se passe beaucoup mieux depuis que la DEA n'intervient plus. Il existe des rapports très complets des services de renseignements sur la façon dont la DEA est devenue une agence d'espionnage ici, au Venezuela, et dont elle s'occupait plus de la politique que de ses intérêts en tant qu'agence. Je suis certain que la lutte contre la drogue aux États-Unis est aussi hypocrite que la lutte contre le terrorisme. L'État terroriste par excellence dans le monde, ce sont les États-Unis. C'est un pays qui se permet le double discours de la terreur : les bons terroristes et les mauvais terroristes. M. Posada Carriles [6] est un bon terroriste. Et même s'il est recherché par la police vénézuélienne pour s'être évadé d'une prison de notre pays, il est protégé par les autorités nord-américaines. Et c'est la même chose avec la drogue. Certes, les *capos* de la drogue tombent, mais le flux de drogue ne cesse d'augmenter. Nous sommes victimes parce que nous ne produisons pas de drogue, mais nous sommes, pour notre malheur, un pays de transit de la drogue. La consommation de drogues est assez faible ici, il n'y a pas de laboratoires. Aux États-Unis, soi-disant le pays le plus sûr, qui possède les mécanismes les plus sophistiqués de détection de tout ce qui touche à la sécurité du territoire, la drogue entre comme dans un moulin. Mais, bien sûr, c'est une question tellement discutée par les médias, qu'il existe un discours déjà construit qu'il est difficile de contredire. Nous sommes persuadés que l'État toxicomane par excellence, ce sont les États-Unis, et que l'État terroriste par excellence, ce sont les États-Unis. Des rapports très intéressants apparaissent aux États-Unis, expliquant comment l'invasion militaire américaine a contribué à l'essor du terrorisme en Irak et au Moyen-Orient. Et ces rapports peuvent provoquer des changements importants de la politique américaine en Irak. Le jour où tout ce qui touche au trafic de drogue éclatera au grand jour, ce qui va forcément arriver, on va savoir qui sont les véritables *capos* de la drogue : ils font partie du secteur financier américain. Mais, bien sûr, tant qu'il y a des *capos* colombiens ou mexicains à qui rejeter la faute, tout va bien.

Comment envisagez-vous l'unité de l'Amérique latine ?

Au début de l'Union européenne, tout a commencé par le charbon et personne n'aurait parié sur le futur

de l'intégration. Pourtant, l'Union européenne existe aujourd'hui et, malgré le sang versé, les guerres, les différences de religion, la diversité linguistique, il existe une unité.

Je pense qu'il est plus facile de construire l'unité de l'Amérique latine en regardant vers l'avenir, et nous sommes en train de commencer à la construire.

Le Venezuela siègera-t-il au Conseil de sécurité des Nations Unies ?

Nous pensons avoir la majorité pour le moment. Nous bénéficions de soutiens très solides et importants, ouverts et francs, comme ceux de la Chine, de la Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Mercosur, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, qui nous soutiennent publiquement, ainsi que d'autres appuis plus discrets.

Le processus électoral sera-t-il propre au Venezuela ?

Pour notre part, c'est-à-dire du côté du gouvernement, les élections propres sont garanties. Mais c'est moins sûr du côté de l'opposition, au vu de l'expérience des quatre dernières élections. Le Conseil national électoral leur avait donné toutes les conditions qu'ils réclamaient pour y participer, mais ils n'y ont pas participé parce que l'Empire leur a dit que c'était plus productif de ne pas y participer afin de rendre le processus illégitime. Ils se sont donc retrouvés sans députés, alors qu'ils auraient pu en obtenir 30 %. Il s'agit d'une élection atypique, parce que nous la préparons sans savoir ce que l'opposition va finalement décider, si elle ira jusqu'au bout ou si elle se retirera. Mais ils ne le savent même pas eux-mêmes. Parce que face à des oppositions consulaires – pour ne pas les appeler « collabos », ils n'aiment pas le terme – on ne sait pas à quoi s'en tenir. À l'heure actuelle, je ne sais pas ce qui va se passer, s'ils vont participer ou non.

Et l'abstention ?

Les « chavistes » [7] ne vont pas s'abstenir. Mais une grande partie de l'opposition prône l'abstention afin de nous déstabiliser. C'est leur problème, à eux de voir si l'opposition qui participe aux élections réussit ou non à convaincre les abstentionnistes d'y participer. De toute façon, le « chavisme » contrôle l'Assemblée nationale.

Qu'est-ce qui garantit que la démocratie n'est pas en train de s'affaiblir ?

Si les « chavistes » contrôlent totalement l'Assemblée nationale, ce n'est pas de leur faute, mais de celle de l'opposition. La faute ne vient pas de ceux qui participent, mais de ceux qui se retirent. Nous ne voulions pas de ce pouvoir exagéré, je n'aime pas ça, je préfère la polémique, mais c'est de leur faute.

La meilleure garantie que je puisse vous donner – et que vous donneraient aussi Chávez ou tous ceux que vous pourriez interroger –, c'est qu'ici, tout se résoudra par la voie électorale. Parce que nous sommes au cœur d'un processus révolutionnaire qui est né d'une élection et s'est poursuivi lors des élections suivantes, à neuf reprises. Quoi que fasse Chávez, à commencer par sa réélection, il le fera en ayant recours à la seule force de pouvoir que nous reconnaissons, à savoir, non pas la force des armes, mais le vote du peuple, dans le système électoral le plus transparent que les Vénézuéliens aient jamais connu.

J'ai été candidat à la présidence de ce pays à trois reprises, en 1973, en 1978 et en 1983. Je connais bien les pièges que tendaient les partis Action démocratique et COPEI [8], je sais comment ils volaient les voix et manipulaient l'opinion publique.

Rosales dit qu'il ne se sent pas en sécurité quand il visite les quartiers. Si seulement j'avais eu un cinquième de la sécurité dont bénéficie Rosales ! Il y a deux jours, j'ai appelé un gouverneur d'État pour savoir comment s'était passé le discours public du candidat de l'opposition. Il m'a répondu : « Peu de gens, mais beaucoup de policiers ». Il y avait près de 400 policiers pour le protéger...

De quel genre d'opposition a besoin le Venezuela ?

Le pays a besoin d'un débat idéologique, d'une opposition avec laquelle nous pouvons discuter de

questions importantes, comme celle des missions [9].

Mais on ne peut pas discuter juste en lançant l'idée de la carte bancaire « Mi negra » [10]. Et c'est nous qu'on accuse de populisme… C'est là l'idée la plus honteusement populiste : une carte qui permettrait soi-disant à 26 millions de Vénézuéliens d'avoir un revenu de 600 000 à un million de bolivars [11]. Le budget entier n'y suffirait pas !

Que pouvez-vous nous dire sur l'insécurité au Venezuela ?

Tout d'abord, l'insécurité est un phénomène universel. Je n'entends pas diminuer ainsi l'importance de l'insécurité au Venezuela. Mais je n'accepte pas que le thème de l'insécurité soit repris par la droite pour éliminer les gouvernements populaires.

Nous faisons tout notre possible pour lutter rationnellement contre l'insécurité parce que, jusqu'à aujourd'hui, sous les gouvernements précédents – qui nous critiquent maintenant –, l'insécurité a proliféré.

Nous centrons notre action sur la prévention plus que sur la répression, en créant des mécanismes de participation dans les quartiers, et en réorganisant les forces de police, parce que celles dont nous avons hérité étaient dans un état lamentable.

La question de l'insécurité fait l'objet d'une manipulation. Nous admettons qu'il y a de l'insécurité au Venezuela et nous devons l'empêcher de se développer. Mais nous ne devons pas nous en servir comme d'un étendard politique qui nous permettra de détruire l'opposition, ce qui ne constituerait ni une solution ni une avancée dans la lutte contre l'insécurité.

Le gouvernement du Venezuela est-il populiste ?

Le terme populiste signifie tout et n'importe quoi. Lorsque la droite fait du populisme, ce n'est pas du populisme. Mais lorsque la gauche attribue des ressources aux classes populaires, ou lorsqu'elle crée des Missions pour qu'il y ait un médecin dans chaque quartier pour s'occuper des populations et pour qu'on puisse alphabétiser un million et demi de personnes en deux ans, ou lorsque la mission Mercal propose des prix accessibles à près de 50 % de la population, c'est du populisme. Mais quand l'opposition présente la carte bancaire « Mi negra », là ce n'est plus du populisme.

Pourquoi des secteurs considérables des classes moyennes restent-ils opposés au processus, alors qu'objectivement ils profitent des impressionnants progrès économiques et sociaux ?

À cause du rôle des médias. Les médias ont joué un rôle déterminant dans notre pays. Lorsque le Président Chávez a renversé le schéma du point de vue unique et les vieux partis politiques, le pouvoir est passé aux mains des médias. Ce sont les médias qui sont responsables du coup d'état d'avril 2002, de la grève du secteur pétrolier et de la « Guarimba » [12], caractérisée par le blocage des rues et la violence.

La classe moyenne est vaccinée par le poison médiatique. Nous avons hérité d'une classe moyenne prostrée, parce que c'est la IVe République qui a ruiné la classe moyenne. Nous avons hérité des restes de la classe moyenne, et notre gouvernement lui a permis de se relever considérablement. Une grande partie des politiques économiques a profité, non seulement aux secteurs pauvres et marginalisés du Venezuela, mais aussi à la classe moyenne, qui a pu s'acheter des logements et des voitures. Les pauvres ne peuvent pas s'acheter de maison ni de voiture.

Appartenir à la classe moyenne est plus un problème idéologique qu'économique. Beaucoup de gens sont encore persuadés qu'on va leur enlever leur maison, leur voiture, leur femme et leurs enfants. C'est là que les médias jouent un rôle important. Le secteur qui a le plus bénéficié de ce gouvernement, plus même que les secteurs pauvres de la population, c'est celui qu'on appelle classe moyenne.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2900.
– Traduction : Cécile Rousseau pour Dial.
– Source (espagnol) : Rebelión, 3 octobre 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] José Luis Rodríguez Zapatero, du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), est premier ministre depuis la victoire de son parti aux élections du 14 mars 2006.

[2] José María Aznar, du Parti populaire, de droite, a été premier ministre de 1996 à 2004.

[3] Allusion au soutien de l'ancien premier ministre à la tentative du coup d'État du 11 avril 2002.

[4] Central Intelligence Agency.

[5] Drug Enforcement Administration.

[6] Luis Posada Carriles, cubain anticastriste de 77 ans, est connu pour les attentats perpétrés contre Cuba depuis les années 70. Le 6 octobre 1976, il avait organisé un attentat à la bombe contre un avion civil cubain en partance de Caracas - les 73 occupants avaient trouvé la mort lors de l'explosion de l'avion. Lors de son procès au Venezuela, en 1985, il s'échappait de sa prison et se réfugiait en Amérique centrale. En 1997, il organisait un attentat contre un hôtel à La Havane, et en 2000, il était arrêté au Panama pour avoir organisé un attentat contre le président cubain lors d'un sommet ibéro-américain. En septembre 2004, il est gracié par la présidente de Panama, Mireya Moscoso et réapparaît fin mars 2005 à Miami où il demande l'asile politique le 12 avril. Le Venezuela a demandé sans succès son extradition.

[7] Les partisants du président Hugo Chávez.

[8] Le Comité d'organisation politique électoral indépendant est un parti démocrate-chrétien. Les partis COPEI et Action démocratique (AD) ont dominé la vie politique vénézuélienne de 1958 à 1993.

[9] C'est le nom donné à différents programmes sociaux du gouvernement, notamment dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation (2 millions d'illettrés alphabétisés) et de la santé (10 000 médecins cubains ont été dépêchés dans les quartiers populaires).

[10] Une des promesses du candidat de l'opposition, Manuel Rosales, qui prétend redistribuer ainsi à la population un cinquième des revenus du pétrole et créer une forme de salaire minimum universel. Vous pouvez regarder un spot publicitaire vantant les mérites de la carte bancaire ici ou ici.

[11] Soit un revenu d'entre 132 et 221 euros.

[12] La Guarimba se donnait comme objectif de paralyser l'ensemble du pays et de provoquer un chaos tel que le gouvernement devrait s'incliner.